

Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson, Présidente, HRWG

Commentaire.

N'avez-vous jamais pris du Tylenol quand vous avez mal à la tête ? N'avez-vous jamais utilisé de l'essence pompée par Exxon ? Vivez-vous dans un pays où le gouvernement a vendu une grande partie de la propriété foncière à un investisseur privé, domestique ou étranger ? Si oui, les histoires ci-dessous vous concernent.

Le fait est que la société, spécialement la société multinationale a une influence primordiale dans l'économie globale aujourd'hui, avec des pouvoirs et des politiques qui affectent les gens dans le monde entier. Les tailles des sociétés s'accroissant, de plus en plus de gens sont touchés par les actions d'une seule compagnie, souvent située en-dehors de nos frontières. Les états encadrent le monde des affaires, et les pouvoirs des sociétés et les systèmes politiques sont souvent liés, pour le meilleur ou pour le pire.

La responsabilité sociale des entreprises est la priorité « des principes directeurs relatifs au monde des affaires et aux droits de l'homme : implémenter le cadre de protection, de respect et de recours des Nations Unies. », cadre qui fut approuvé par le conseil des droits de l'homme des Nations Unies en juin 2011. Les principes reposent sur 3 piliers :

1. Le devoir de l'État de protéger contre les abus des droits de l'homme, abus commis par un tiers, incluant le monde des affaires ;
2. La responsabilité des entreprises de respecter les droits de l'homme;
3. Un meilleur accès aux recours judiciaires et non-judiciaires pour les victimes.

Les archives sont la pierre angulaire des sociétés quant au respect de ces Principes Directeurs. Lors de la récente réunion annuelle de ICA, la section des archives du monde des entreprises, la section des associations professionnelles et le groupe de travail sur les droits de l'homme ont tenu une réunion conjointe sur les principes directeurs et le rôle des archivistes dans leur établissement. La réunion fut facilitée par 2 membres de Swisspeace, une ONG, et les résultats de la réunion furent :

1. La section des archives du monde des entreprises et le groupe de travail sur les droits de l'homme vont réfléchir à la rédaction d'une version relative à l'importance des archives d'entreprise afin de leur permettre de remplir leurs rôles selon les principes directeurs, dans l'espoir de soumettre une déclaration au Forum des Nations Unies relatif aux entreprises et aux droits de l'homme. Le forum se tient chaque année et est ouvert à toutes les parties afin de discuter des progrès relatifs à l'application des principes directeurs. La section des archives du monde des entreprises prévoit d'aborder la responsabilité sociale des entreprises et les indices de développement lors de sa réunion en 2016.
2. Il se peut que la section des archives du monde des entreprises demande aussi à ses membres dont les multinationales ont des filiales en Afrique comment les records sont gérés par les filiales et les fournisseurs.
3. Ces trois entités vont travailler ensemble afin de développer un projet pilote pour comprendre les besoins des entreprises locales en Afrique relatifs à la formation et à l'assistance de la gestion des records et la gestion de l'information. Cela serait un effort de base afin d'identifier les grandes

compagnies locales, demander à chacune qui gère l'information et où cette personne se situe dans l'organigramme, tenir une réunion d'information, et développer les conseils basiques sur des sujets et des processus identifiés par le participant. Il semble qu'il soit possible de lier cette initiative à la stratégie de ICA-Afrique et de payer une personne locale pour organiser le projet.

Si vous êtes intéressés et souhaitez y contribuer, merci de contacter le président de la section des archives du monde des entreprises ou de la section des associations professionnelles ou du groupe de travail sur les droits de l'homme.

Nouvelles Internationales.

Cour européenne des droits de l'homme. Dans le cadre du conflit entre les héritiers des personnes tuées à Srebrenica et les Pays-Bas, dont les soldats étaient stationnés à la base de Potocari d'où les hommes et les garçons bosniaques ont été pris et tués, un survivant et la famille d'une personne tuée ont intenté un procès contre les Pays-Bas devant la cour européenne des droits de l'homme. En 2011, la cour suprême des Pays-Bas a statué que les Pays-Bas étaient responsables de la mort des membres de leurs familles, a ordonné à l'Etat de payer un dédommagement, mais les Pays-Bas ont "refusé d'entamer une action en justice contre les commandants" du bataillon néerlandais, a rapporté *BIRN*. En 2014, la cour de district à La Haye a reconnu les Pays-Bas coupable d'avoir failli dans la protection des Bosniaques essayant de fuir les forces serbes. L'avocat des plaignants a dit "nous pensons qu'il est clair que les Pays-Bas auraient dû ouvrir une enquête criminelle and non pas juste lire les archives historiques. L'accusation militaire a dit qu'elle avait lu les archives historiques et trouvé que les 3 commandants n'étaient pas complices sur un plan criminel. Ce n'était pas à eux de décider." <http://www.balkaninsight.com/en/article/srebrenica-peacekeepers-case-goes-to-strasbourg-10-26-2015>

Cour européenne de justice. La Cour européenne de justice a invalidé l'accord "Safe Harbor" entre les Etats-Unis et l'Union européenne (UE) qui "a été mis en place depuis 2000, permettant aux entreprises américaines de technologie de compiler les données générées par leurs clients européens dans les recherches sur le web, les messages sur les médias sociaux et autres activités en ligne," a rapporté le *New York Times*. "Selon cet accord, plus de 4 000 compagnies américaines et européennes se doivent de traiter l'information en-dehors de l'Europe avec les mêmes mesures de protection de la vie privée que celle générée au sein de l'Europe." La cour a décidé que les bureaux de protection des données au sein de chaque pays de l'Union européenne devraient avoir une vue sur la façon dont les sociétés collectent et utilisent l'information en ligne des citoyens de leurs pays."

http://www.nytimes.com/2015/10/07/technology/european-union-us-data-collection.html?_r=0

Union européenne. L'Union européenne a lancé le programme pour filtrer et prendre les empreintes digitales de tous les migrants arrivant en Italie et en Grèce. Selon la réglementation existante de Dublin, le pays qui prend les empreintes digitales des migrants est tenu responsable du traitement des demandes d'asile, et la plupart des migrants évitent la Grèce et les autorités italiennes afin d'aller dans un autre pays européen. Maintenant les deux pays "filtreront et enregistreront les empreintes digitales de tous les migrants" a rapporté IRIN, mais le "le nouveau système entraîne de plus longs retards dans l'enregistrement des nouveaux arrivants et des milliers de personnes font la queue dehors depuis des jours." Les records de ces enregistrements feront partie des records des pays enregistrants et nécessiteront un traitement archivistique. . http://www.eurasiareview.com/25102015-eu-initiative-to-screen-and-fingerprint-refugees-creating-chaos/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Cour criminelle internationale. La cour criminelle internationale a été sous les feux de l'actualité en septembre et octobre. (1) Le procès du congolais Jean-Pierre Bemba Gombo, de deux de ses avocats et de deux autres personnes, toutes accusées de corruption de témoin dans le procès contre Bemba, s'est ouvert le 29 septembre. Le procureur de la cour criminelle internationale a déclaré à *Justice Tribune* que la preuve "inclut des conversations téléphoniques interceptées, des textos, des archives téléphoniques et des journaux du centre de détention de la cour, données provenant des compagnies téléphoniques, des records des

transferts d'argent et des déclarations de témoins.” <https://www.justicetribune.com/articles/bemba-bribery-trial-largely-behind-closed-doors>

(2) Ahmad Al Faqi Al Mahdi est le “premier islamiste extrémiste traduit devant la cour et la première personne que la cour criminelle internationale a poursuivi pour crime de guerre et destruction de propriété culturelle religieuse,” accusé d’avoir détruit “neuf mausolées et une mosquée durant le siège de Tombouctou par les rebelles musulmans en 2012,” a rapporté le *Justice Tribune*. Le procureur a qualifié la destruction des sites culturels au Mali “d’atteinte à la dignité et à l’identité de populations entières, ainsi qu’à leurs racines religieuses et historiques.” La destruction des archives continuant dans les zones de conflit, les archivistes seront très intéressés par le verdict. <https://www.justicetribune.com/articles/mali-icc-blueprint-new-strategy-or-bird-hand>

(3) Le procureur a demandé aux juges de la cour criminelle international la permission d’ouvrir une enquête sur la guerre en 2008 au sujet de l’Ossétie du sud qui a impliqué les forces de Géorgie, de Russie et d’Ossétie du sud et qui a résulté dans la mort de centaines de personnes et le déplacement de milliers de personnes. Selon le *Justice Tribune*, “la requête du procureur cite ce que les observateurs indépendants estiment être la source la plus fiable : le rapport de la mission d’enquête indépendante et internationale sur le conflit en Géorgie de l’Union européenne datant de 2009. Les records créés par cette mission d’enquête, qui devraient être des records de l’Union européenne, seront essentiels pour le procureur au cas où l’enquête pourrait progresser. <https://www.justicetribune.com/articles/icc-double-edged-sword-georgia>

(4) La Palestine a donné au procureur de la documentation supplémentaire sur “ce qu’ils ont appelé les preuves des crimes israéliens commis lors des récents accès de violences,” a rapporté *Associated Press*. Le procureur a ouvert une enquête préliminaire en janvier 2015 sur de “possible crimes commis sur le territoire palestinien” et les palestiniens ont présenté un lot de documents en juin. Pour plus d’information, voir HRGW Nouvelles de janvier et juin 2015. <http://abcnews.go.com/International/wireStory/palestinians-give-icc-details-alleged-israeli-crimes-34857152>

Service international de recherches. Le Service international de recherches, établi par les Alliés en 1944 pour prendre soin et rapatrier les personnes déplacées en Europe, a annoncé que pour la première fois il met une partie de ses archives en ligne. Les trois premiers lots de documents sont des photographies d’objets personnels qui ont été pris aux prisonniers dans les camps de concentration, une collection de documents sur les marches mortelles, et des dossiers du service de recherche des enfants postérieurs à la libération des victimes nazies. <https://www.its-arolsen.org/en/press/press-releases-2015/index.html?expand=9233&cHash=f41203ab958b12a98f9962ed483b0a3c>

Interpol. INTERPOL, l’organisation mondiale de police avec ses 190 pays membres, développe “une base de données utilisant les images faciales des fugitifs internationaux ainsi des personnes disparues.” Son but est de “permettre la sélection des images faciales par les outils mobiles de communication afin d’assister les opérations de police sur le terrain” et elle “aidera l’unité opérationnelle d’INTERPOL chargée de la surveillance des frontières internationales en vérifiant l’identité des individus et en utilisant une photographie à partir de documents comme les passeports.” INTERPOL a un groupe de travail qui développe les standards internationaux de reconnaissance faciale. . [databasehttp://www.interpol.int/layout/set/print/News-and-media/News/2015/N2015-156](http://www.interpol.int/layout/set/print/News-and-media/News/2015/N2015-156)

Office des Nations Unies contre le crime et la drogue. Le représentant à l’ONU de l’Afrique centrale et de l’Afrique de l’Ouest a déclaré que “les nations de l’Afrique de l’Ouest ont besoin de lois renforcées et de meilleures données pour lutter contre le trafic et l’exploitation sexuelle de centaines de milliers de personnes, le travail forcé, le recrutement dans des groupes armes et même la mendicité,” a rapporté *Thomson Reuters Foundation*. Il s’est plaint que “le trafic de données collectées n’est pas partagé au niveau régional” et bien que le trafic semble progresser en Afrique de l’Ouest, “un manque de données au niveau régional signifie qu’il n’est pas clair si l’augmentation est due à l’augmentation des crimes et des victimes ou si cela est dû à un plus grand nombre de cas détectés et répertoriés.” http://www.trust.org/item/20151026152746-2llwz/?utm_medium=email&utm_campaign=Weekly+Digest+28+Oct+2015&utm_content=Weekly+Digest+28+Oct+2015+CID_c920d08891d0390f5f8d8402ce67c940&utm_source=Campaign%20Monitor&utm_term=Better%20laws%20data%20needed%20to%20combat%20human%20trafficking%20in%20West%20Africa

Banque mondiale. La Banque mondiale a publié une étude d'un programme formalisant les droits fonciers au Bénin. Le programme contient "2 étapes clés: la première, chaque communauté identifie et délimite toutes les parcelles, avec la cartographie de la propriété coutumière sous la forme d'une étude foncière exhaustive, et la mise en place de pierres angulaires pour marquer explicitement les limites des parcelles; la seconde étape consiste à documenter formellement la propriété foncière coutumière sous la forme de certificats." La Banque mondiale a trouvé qu' "une amélioration de la fonction sécurité a permis un virage vers un investissement à long terme sur les parcelles traitées" et un investissement dans la fertilité du sol. Il n'est pas clair où les records du programme de certificats fonciers sont préservés. .
http://documents.worldbank.org/curated/en/2015/10/25132197/formalizing-rural-land-rights-west-africa-early-evidence-randomized-impact-evaluation-benin?cid=DEC_PolicyResearchEN_D_INT

Nouvelles générales / Monde.

Mégadonnées. L'Université américaine de Défense Nationale a publié un article de deux chercheurs sur l'usage des mégadonnées par les analystes du renseignement militaire. Ils ont écrit, "les technologies liées aux mégadonnées permettent de bouger rapidement, d'être stockées indéfiniment, et produisent peu à peu une meilleure vision et connaissance. Une très grande quantité des mégadonnées nouvellement créées arriveraient en même temps ... et incitant à une plus grande collecte de données. De vastes quantités de données non traitées and non vues par les analystes, seraient stockées, disponibles pour être exploitées, analysées dans le contexte de futures données ou de besoins ou pour découvrir ou reconnaître des associations ou des tendances." Lecture obligatoire pour tous les archivistes militaires responsables des records militaires. . http://www.eurasiareview.com/23102015-defense-intelligence-analysis-in-the-age-of-big-data-analysis/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Archives des entreprises. *Inside Climate News* a terminé une enquête longue de 8 mois sur une étude d'Exxon relative au réchauffement climatique, enquête fondée sur des centaines de pages de documents internes et d'interviews avec d'anciens employés et des scientifiques. " *Inside Climate News* a rapporté que dès 1979 la compagnie avait entrepris des recherches sur le changement climatique et qu'en 1982 elle avait créé des modèles de réchauffement climatique qui montraient qu'a moins de "maîtriser" l'usage des énergies fossiles, il y aurait de significatifs changements de température d'ici 2010. Cependant, la direction d'Exxon a rejeté les conclusions de ses propres scientifiques et "a soutenu que l'incertitude inhérente liée aux modèles établis par ordinateur les rendaient inutiles pour prendre d'importantes décisions de fonds." Exxon a continué à se focaliser sur le marketing des énergies fossiles.
<http://insideclimatenews.org/news/18092015/exxon-confirmed-global-warming-consensus-in-1982-with-in-house-climate-models> For Exxon's response, see <http://business-humanrights.org/sites/default/files/documents/ExxonMobil-re-InsideClimateNews-Oct-2015.doc>

Les archives internes d'entreprises utilisées dans le procès contre la compagnie pharmaceutique Johnson & Johnson montrent que pendant des "décennies" la compagnie savait que les doses de l'anti-douleur Tylenol "proches du niveau recommandé pouvaient causer des dommages au foie, que des patients utilisaient trop ce médicament et que beaucoup de médecins disaient aux patients de prendre moins que les doses recommandées, a rapporté *ProPublica*. Cependant, la compagnie " a commercialisé Tylenol comme l'anti-douleur le plus recommandé et a calculé combien une augmentation de la prise par les patients chaque jour pouvaient augmenter considérablement les revenus de la compagnie," selon un document dans le dossier de la cour. http://www.propublica.org/article/doctors-recommended-tylenol-but-only-at-lower-doses?utm_source=et&utm_medium=email&utm_campaign=dailynewsletter&utm_content=&utm_name=

Usage des drones. *The Intercept* a rapporté qu'un lanceur d'alertes lui a fourni un nombre de documents militaires américains relatifs au processus de prise de décision derrière les frappes militaires américaines qui visent les "suspects" devant être tués. *The Intercept* a publié les documents, avec des commentaires. <https://theintercept.com/drone-papers/the-assassination-complex/>

Terre. OpenLandContracts.org fut lancé, relatant en détail 69 transactions foncières dans le monde entier " impliquant des plantations d'huile de palme, de sucre de canne, de fuel bio, de thé et autres cultures," a rapporté *Thomson Reuters Foundation*. Basé à l'université Columbia et soutenu par la Banque mondiale,

le but du projet est de publier les contrats entre les gouvernements et les investisseurs pour les achats de large propriété foncière. Un officiel à Columbia a dit, “établir des contrats transparents peut aider les personnes, les communautés et la société civile à surveiller si les gouvernements et les investisseurs remplissent leurs responsabilités.” *Thomson Reuters* a noté que de larges contrats fonciers peuvent opposer des investisseurs internationaux à de petits fermiers. .” http://www.trust.org/item/20151019221210-t2p81/?utm_medium=email&utm_campaign=Weekly+Digest+21+Oct+2015&utm_content=Weekly+Digest+21+Oct+2015+CID_043ce2b7b88cac005e0ba42624821a7d&utm_source=Campaign%20Monitor&utm_term=New%20database%20tracks%20large%20land%20deals%20in%20bid%20to%20boost%20transparency

Refuges Sûrs. L’Association des directeurs de musées d’art représentant plus de 240 “musées d’art majeurs aux États-Unis, Canada et Mexique,” a publié “Les Protocoles pour de refuges sûrs pour les œuvres d’importance culturelle de pays en crise.” La section “VIII Records” dit, “toutes les œuvres données devraient être traitées comme un prêt, inventoriées dès réception, documentés sur le plan digital, et, si possible et pratique, un rapport sur les conditions de l’œuvre et tous besoins immédiats de conservation identifiés. Une copie de l’inventaire, des images numériques, et si préparé, le rapport de conservation et les explications sur les besoins de conservation devraient être communiqués dès que possible au déposant.” Le problème des refuges sûrs pour les archivistes, et les éléments de protocole, peuvent être utiles comme la profession a formulé son propre ensemble de recommandations. . <https://aamd.org/document/aamd-protocols-for-save-havens-for-works-of-cultural-significance-from-countries-in-crisis>

Swisspeace, une organisation non-gouvernementale Suisse, a tenu une conférence sur les archives à risque. En plus des participants qui se sont réunis, swisspeace a rassemblé des archivistes et des personnes concernées du monde entier fournissant des commentaires vidéos sur le besoin de refuges sûrs et les risques que courent les archives. Pour les vidéos et le rapport de la conférence, à paraître, voir <http://archivesproject.swisspeace.ch/resources/conference-2015/>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Chili/ Etats-Unis. Le secrétaire d’état américain John Kerry a donné à la présidente Michelle Bachelet des copies de 282 records américains qui montrent que les services de renseignement chilien ont assassiné le critique chilien Orlando Letelier avec une bombe dans sa voiture en 1976 sur “ordre direct” du dictateur chilien Augusto Pinochet, ont rapporté *The Guardian* et autres. L’assassinat, qui a eu lieu en plein coeur de Washington, DC, fut l’un des plus significatifs actes de terrorisme dans la capitale américaine avant les événements du 11 Septembre. <http://www.theguardian.com/world/2015/oct/08/pinochet-directly-ordered-washington-killing-diplomat-documents-orlando-letelier-declassified>;

Chine/Japon. L’UNESCO a inscrit des documents soumis par la Chine au sujet du massacre de Nanking au Registre de la mémoire mondiale. Les documents, a rapporté *The Guardian*, “incluent des records de la cour provenant du tribunal international militaire pour l’Extrême-Orient, qui a jugé plusieurs leaders japonais coupables de crimes de guerre, ainsi que des photographies montrant le massacre de la population à Nanjing ainsi qu’ un film pris par un missionnaire américain.” Suivant cette décision, qui fut vivement disputée par le Japon, le chef de cabinet du Japon a déclaré “Nous envisageons toutes les mesures, y compris la suspension de contributions financières” à l’UNESCO. <http://www.theguardian.com/world/2015/oct/13/japan-threatens-to-halt-unesco-funding-over-nanjing-listing>

République Dominicaine/Haïti. Le problème des apatrides Haïtiens en République dominicaine a continué. Selon le *New York Times*, la République dominicaine a commencé à déporter les haïtiens qui ne sont pas enregistrés avec le gouvernement. Les enfants d’Haïtiens pourront “aller au lycée mais ne pourront prétendre à de plus hautes études parce que ces institutions requièrent des documents d’identification pour s’inscrire.” Pour le contexte, voir Nouvelles d’*HRWG* 2015-07. http://www.nytimes.com/2015/10/30/world/americas/born-dominican-but-locked-out-by-haitian-roots-and-lack-of-id.html?_r=0

El Salvador/ Etats-Unis. Un ordinateur et un disque dur contenant des témoignages de victimes de violations de droits de l’homme durant la guerre civile au Salvador (1980-1982) a été volé au bureau du

Centre des droits de l'homme de l'Université de Washington. Le Centre a déclaré "ce qui nous inquiète le plus n'est pas ce que nous avons perdu, mais ce que quelqu'un d'autre a gagné : le dossier inclut des détails sensibles de témoignages personnels et des enquêtes en cours."

<http://www.thestranger.com/blogs/slog/2015/10/21/23042357/two-weeks-after-it-sued-the-cia-data-is-stolen-from-university-of-washington-center-for-human-rights>; <http://www.theguardian.com/world/2015/oct/23/el-salvador-civil-war-classified-files-stolen>

France/Rwanda. "Des groupes antiracistes en France ont organisé des débats au Sénat pour inciter le gouvernement à déclassifier des archives datant du génocide du Rwanda," a rapporté *RFI*.

<http://www.english.rfi.fr/africa/20151019-further-call-french-government-release-archives-dating-back-rwandan-genocide>

France/Syrie. La France a annoncé qu'elle ouvrira la "première enquête criminelle du monde sur le conflit syrien" a rapporté *lawfare.com*. L'enquête "repose sur des preuves que le ministre des affaires étrangères français a envoyé au bureau du procureur, un dossier qui contient des milliers de photographies montrant les corps contorsionnés, affamés, et torturés de personnes qui sont mortes en détention militaire syrienne" preuves qui ont été sorties de Syrie par un photographe sous le code de la police militaire syrienne César. Pour le contexte, voir Nouvelles HRGW, 2015-03. <https://www.lawfareblog.com/ahead-game-prosecuting-syrian-crimes-french-courts>

Allemagne/Grèce/États-Unis. Le ministère de la défense grecque "a dévoilé ses premiers résultats au sujet de la recherche des documents classés des archives de la Wehrmacht" datant de la seconde guerre mondiale et reçus sur microfilms des archives nationales américaines, a rapporté *AFP*. L'Historien du projet a dit que les records montraient "une liste infinie" de meurtres, pillage, de village grecs incendiés. La Grèce "a dit qu'elle utiliserait cette information pour faire pression sur l'Allemagne afin qu'elle paie les réparations," et le parlement grec a créé un comité spécial chargé d'étudier et de suivre au plus près la question des "réparations, du remboursement du prêt forcé et le retour des reliques archéologiques saisies par les forces d'occupation allemandes." L'Allemagne dit que les réparations à la Grèce pour dommages en temps de guerre durant l'occupation allemande, avaient été réglées en 1960. .

<http://www.ekathimerini.com/202634/article/ekathimerini/news/nazi-archives-shed-light-on-wwii-atrocities-in-greece>

Irak/Koweït. Lors d'une réunion du ministre du Koweït des affaires étrangères, le secrétaire-général de l'ONU a "réitéré l'engagement de l'organisation internationale de continuer à chercher les personnes du Koweït disparues en Irak et le retour des archives nationales du Koweït," a rapporté the *Kuwait News Agency*. <http://www.kuna.net.kw/ArticleDetails.aspx?id=2463272&language=en>

Irak/États-Unis. Le marié et la mariée sur la photo trouvée parmi les archives juives iraqiennes maintenant détenues aux États-Unis et sujettes à beaucoup de controverse au sujet de leur sort final ont été identifiés par le fils du couple, a rapporté *Al-Monitor*. La photo avait été prise en Israël, où le couple vit. Une copie de la photo a été donnée à un oncle qui vivait à Bagdad, où elle a été saisie par les services de sécurité de Saddam Hussein. http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/10/picture-iraqi-jewish-community-us-exhibit-archives.html?utm_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm_campaign=a980d67c69-October_12_2015&utm_medium=email&utm_term=0_28264b27a0-a980d67c69-93088897

Irak/États-Unis. Le secrétaire américain à la défense a dit lors d'un raid sur une prison du Levant en Irak que les Peshmergas iraqiens et les forces américaines ont sauvé 70 otages de l'Etat Islamique, une "importante cache de renseignement a été découverte et collectée." Il a ajouté, "l'une des raisons (pour les raids) est d'apprendre beaucoup, de collecter de la documentation, [et] divers équipements électroniques," a rapporté *DOD News*. http://www.eurasiareview.com/24102015-us-defense-chief-says-islamic-state-prison-raid-saved-lives-bagged-intelligence-info/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsNE+%28Eurasia+Review%29

Etat Islamique. Un registre détaillant les dépenses et les sources de revenus de la province syrienne de Deir Ezzor contrôlée par l'Etat islamique, a été obtenu et publiée par un membre du *UK Forum Moyen-Orient*, a rapporté *Vice News*. Les détails des comptes entre le 23 décembre 2014 et le 22 janvier 2015 montrent que IS dans cette province touche plus de 8 millions de dollars de revenus. 45% "proviennent de ce que IS

appelle ‘confiscation’.” “La vaste majorité de ces confiscations a lieu aux frontières de la province, où les combattants de IS détournent les voyageurs de leurs biens pour payer le passage.” https://news.vice.com/article/a-leaked-budget-may-finally-show-how-the-islamic-state-makes-its-money?utm_source=vicenewsemail; pour les images des documents, voir <http://jihadology.net/2015/10/05/the-archivist-unseen-islamic-state-financial-accounts-for-deir-az-zor-province/>

Kosovo/Monténégro. Kosovo et Monténégro ont signé un accord de coopération afin d’échanger des informations qui pourraient “résoudre le destin de 1600 personnes toujours portées disparues depuis la fin de la guerre du Kosovo,” a rapporté *BIRN*. Un officiel du Kosovo a dit que la coopération aidera à créer “une liste de personnes disparues, ainsi que des informations relatives aux proches de possibles individus ainsi ou sur des charniers.” http://www.balkaninsight.com/en/article/kosovo-montenegro-reach-agreement-on-missing-person-s-10-22-2015?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=aa236eef5a-RSS_EMAIL_CAMPAGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-aa236eef5a-311109073

Liberia/Suède. La Suède a donné un “laboratoire de police scientifique et un studio photo à la police nationale libérienne qui doit être utilisée par la division des crimes, a rapporté *The New Dawn Liberia*. Maintenant le Liberia aura besoin de s’assurer que les records créés grâce à ce travail dans ces nouveaux lieux seront gérés proprement.

<http://www.thenewdawnliberia.com/news/8690-sweden-turns-over-crime-lab-to-lnp>

Mexique/États-Unis. Utilisant le *Freedom Information Act*, les archives de la Sécurité Nationale, une organisation non-gouvernementale américaine a obtenu en 2011 un télégramme codé provenant de l’ambassade américaine disant que “la preuve de tactiques de police maladroites” était “forte et déconcertante” après un affrontement en 2011 avec des étudiants protestant venant d’une école de Ayotzinapa et qui a résulté en la mort de deux étudiants et un employé de la station-service ainsi que plusieurs blessés. Le rapport, datant de moins de 3 ans avant la disparition des 43 étudiants de l’université et de la mort de six autres tués après avoir été détenus par les forces de police à Iguala Guerrero, dans la nuit du 25 au 26 septembre 2014, montre une tendance comportementale de la police dans la région. Voir aussi Mexique ci-dessous.

Pour l’article sur le télégramme codé, voir <http://aristeguinoicias.com/0710/mexico/desconcertantes-tacticas-policiaicas-contra-normalistas-embajada-de-eu/>

Pour le télégramme codé, voir <http://nsarchive.gwu.edu/news/20151007-prelude-to-iguala-heavy-handed-police-tactics-against-ayotzinapa-students/>

Russie/Ukraine. *Reuters* a rapporté que “des hommes armés masqués accompagnés par des enquêteurs” cherchaient dans la Bibliothèque de littérature ukrainienne à Moscou et avaient pris environ 200 livres et brochures ainsi que “les serveurs d’ordinateurs, et les catalogues de bibliothèque” et le jour suivant ils avaient arrêté le bibliothécaire.

http://www.slate.com/blogs/the_slatest/2015/10/29/russian_police_arrest_ukrainian_librarian_in_moscow.html

Royaume-Uni/Commonwealth. Les archives nationales du Royaume-Uni ont rendu public les archives de la seconde guerre mondiale relative aux prisonniers de guerre, y compris les noms, les grades et la localisation des prisonniers, le temps passé dans les camps, le nombre de survivants, et aussi “des milliers d’entrées de journaux personnels,” bien que “beaucoup d’archives officielles de la seconde guerre mondiale sont toujours classifiées selon les lois relatives à la vie privée,” a rapporté *Huffington Post Australia*.

<http://blog.findmypast.com.au/2015/wwii-prisoners-of-war-records-published-online-for-the-1st-time-on-70th-anniversary/>

Royaume-Uni/Irlande du Nord/États-Unis. Après une longue bataille juridique, la police a obtenu plus tôt cette année l’accès aux enregistrements sonores des interviews avec plusieurs acteurs clés dans les “Troubles” de l’Irlande du Nord. Les interviews ont été réalisées par l’Université de Boston. Maintenant, selon *Chronicle of Higher Education*, “le ministère public d’Irlande du Nord a dit que la preuve des enregistrements n’est que ‘rumeur’ et a décliné poursuivre 7 des 8 suspects” pour qui les cassettes d’enregistrement étaient considérées comme une source de preuve.

<http://www.newsletter.co.uk/news/northern-ireland-news/boston-college-tapes-prompt-new-probe-into-1970s-murder-bid-1-6998858>

<http://chronicle.com/article/After-Battle-to-Get-Boston/233481/>

Nouvelles Nationales.

Brésil. *Aljazeera America* a publié un long rapport sur les efforts afin de trouver les personnes disparues dans la région d'Araguaia durant la dictature militaire et de tenir les auteurs responsables. Bien que la première cour fédérale du Brésil en 2003 ait ordonné au gouvernement "d'ouvrir les archives des forces armées" afin de résoudre les circonstances des morts et localiser les corps, aujourd'hui "le gouvernement n'est toujours pas enclin à communiquer beaucoup de documents."

<http://america.aljazeera.com/multimedia/2015/10/brazil-victims-of-military-see-measure-of-justice.html>

Canada. Le Canada continue de débattre s'il doit préserver les témoignages des survivants d'abus dans les internats établis par le gouvernement pour les personnes autochtones. Les témoignages furent donnés lors du processus de plainte et de compensation ; une cour inférieure s'est tenue identifiant l'information qui doit être raturée et chaque individu doit être d'accord pour que l'on conserve son témoignage. Le National Center for Truth and Réconciliation a fait appel du jugement rendu par la cour inférieure à la cour supérieure d'Ontario, avec une audience prévue fin octobre. . <http://www.universityaffairs.ca/news/news-article/questions-raised-over-preserving-sensitive-truth-and-reconciliation-testimony/>; <http://www.cbc.ca/news/aboriginal/fate-of-residential-school-abuse-stories-in-courts-1.3292449>

Canada/Colombie Britannique. L'"autoroute des larmes" ("Highway of Tears") est une portion notoire d'autoroute où un certain nombre de femmes ont été tuées ou ont disparu," a écrit *CBC News*. Un employé du ministère des transports et des autoroutes de la province a intentionnellement détruit des courriels et des archives relatives au risque de voyager le long de cette autoroute et a menti sous serment, a rapporté le commissaire à la vie privée de la province. L'employé a démissionné et le commissaire a avisé la police montée canadienne pour d'éventuelles investigations. <http://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/highway-of-tears-email-deletion-referred-to-rcmp-by-b-c-privacy-watchdog-1.3284029>

Chili. Le congrès chilien a "approuvé le versement en une fois de réparations pour les prisonniers politiques et les victimes de torture de la dictature Pinochet entre 1973 et 1990," a rapporté *AFP*. En 2003, la commission nationale sur l'emprisonnement politique et la torture "a reconnu plus de 38 000 personnes victimes," avec les documents prouvant la reconnaissance dans les archives de la commission.

<http://news.yahoo.com/chile-approves-extra-payments-pinochet-victims-231824401.html>

Chine. "Les autorités ont créé dans une ville Ouïgour dans le nord-ouest de la Chine dans la région de Xinjiang, des dossiers pour traquer les identités et les localisations des personnes suspectes qui ont quitté la région quelque fois simplement pour chercher du travail dans d'autres parties de la Chine," a dit à *Radio Free Asia* un des officiels de la ville. Un "dossier individuel" est créé pour chaque personne qui a fui, a dit l'officiel, contenant le nom, l'âge, la profession, les études, le numéro d'identification, le groupe sanguin, l'adresse du domicile, les noms des membres de la famille, les numéros de téléphone, les comptes bancaires, et les adresses des médias sociaux. "Nous faisons pression sur leurs parents et les membres de leurs familles, et leur demandons de nous informer s'ils reçoivent un coup de fil de notre 'cible'," a dit l'officiel. <http://www.rfa.org/english/news/uyghur/archive-10192015173027.html>

Colombie. Les négociations de paix entre le gouvernement et le groupe rebelle FARC ont continué, avec un accord pour "travailler ensemble afin de localiser des milliers de gens qui ont disparu après plus de 50 ans de conflit," a rapporté *Aljazeera*. "Les deux camps sont d'accord pour donner des informations sur les personnes décédées, ou bien lors de combat ou alors victimes d'enlèvement, de disparition forcée ou de massacres." Une commission indépendante sera créée pour superviser la recherche des personnes disparues et le Comité international de la Croix-Rouge "aidera à en établir les plans."

<http://www.aljazeera.com/news/2015/10/colombia-farc-rebels-reach-deal-missing-people-151018230914214.html>

"Les procureurs furent capables d'identifier les restes de 3 femmes disparues en 1985 lors de la prise du Palais de justice alors occupé par la guérilla," a rapporté l'AFP. Les restes de deux des femmes étaient dans des fosses communes au cimetière de Bogota and ceux de la troisième ont été trouvés dans "deux boîtes

détenues au bureau du ministre de la justice. Cela n'explique pas quels documents furent utilisés pour localiser les restes. Le rapport a noté que lorsque les gouvernements ont pris d'assaut les bâtiments pour mettre fin à la prise d'otages, le palais a pris feu et "des piles de documents de la cour sont parties en fumée." <http://colombiareports.com/remains-of-3-disappeared-in-colombias-1985-palace-of-justice-siege-identified/>

Géorgie. Dans le cadre des négociations de paix entre le gouvernement de Géorgie et les leaders Abkhazes, le ministère des affaires étrangères Abkhazes a dit qu'il avait reçu "de la documentation technique sur les villes Abkhazes de la part du gouvernement géorgien," a rapporté *Georgia Today*. "La partie géorgienne a remis d'autres documents importants qui seront envoyées aux archives des institutions Abkhazes," a rapporté la déclaration du ministère, ajoutant que "les parties se sont mises d'accord pour continuer la coopération sur le plan archivistique." <http://georgiatoday.ge/news/1473/De-facto-Abkhazian-Government-Receives-Important-Archival-Documents>

Allemagne. L'Allemagne a voté une loi obligeant les compagnies télécom "de garder un maximum de 10 semaines les données sur le temps et la durée des coups de fil, ainsi que les adresses IP des utilisateurs. La localisation des données des téléphones portables sera aussi stockée, mais seulement pendant 4 semaines," a rapporté *Thomson Reuters Foundation*. La législation exclut les courriels. <http://www.itnews.com.au/news/germany-passes-mandatory-data-retention-laws-410633>

Ghana. *Thomson Reuters Foundation* a rapporté au sujet d'un projet de financement participatif pour localiser, en utilisant les photographies hautes résolution des satellites, l'étendue du trafic d'enfants dans l'industrie halieutique sur le lac Volta au Ghana. Le projet est sponsorisé par le *Global Fund to End Slavery*, une association non-gouvernementale, qui devrait être responsable de la conservation des informations cartographiées. http://www.trust.org/item/20151028050209-75mo7/?utm_medium=email&utm_campaign=Weekly+Digest+28+Oct+2015&utm_content=Weekly+Digest+28+Oct+2015+CID_c920d08891d0390f5f8d8402ce67c940&utm_source=Campaign%20Monitor&utm_term=Eyes%20in%20the%20sky%20online%20mappers%20track%20child%20slavery%20in%20Ghana

Inde. Le premier ministre a annoncé que le gouvernement "commencera le processus de reclassification des dossiers relatifs à Netaji [Subhas Chandra Bose] en plusieurs phases à partir du 23 janvier de l'année prochaine," a rapporté *The Telegraph*. Il a cité le premier ministre disant qu'il ne voyait "pas de raison d'étouffer l'histoire." Un "représentant du gouvernement" a dit qu'il y avait plus de 300 dossiers, et une déclaration du Bureau d'information et de presse a dit que le premier ministre "aborderait la question de la déclassification des dossiers lors de réunion avec les leaders étrangers, en commençant avec ceux de Russie en décembre." Pour le contexte, voir *HRWG Nouvelles* 2015-04. http://www.telegraphindia.com/1151015/jsp/siliguri/story_48072.jsp#.ViV4iN-ZMnE

The Times of India a rapporté que "près de 80 sacs contenant des dossiers appartenant à différents départements" dans la ville de Kochi "avaient été récupérés de ferrailleurs." Les documents récupérés incluent des rapports d'audit, des chèques, des registres, des dossiers relatifs aux permis de construire accordés à d'importants promoteurs immobiliers, des records de taxe foncière, et des demandes de droit à l'information." L'effondrement d'immeubles en Asie est un problème endémique, la conservation des records d'immeubles est un souci vital des droits de l'homme. <http://timesofindia.indiatimes.com/city/kochi/Corps-audit-reports-permits-recovered-from-scrap-dealers/articleshow/49524146.cms>

Mexique. Le groupe international de crise (International Crisis Group , IGC), une organisation non-gouvernementale, a publié un rapport sur le cas et le problème plus large des violations des droits de l'homme impunies au Mexique. Il demande instamment au Mexique d'"inviter une commission d'enquête internationale pour continuer le travail du groupe interdisciplinaire d'experts indépendants" qui a publié son rapport en septembre sur la disparition des 43 étudiants du collège d'enseignement Ayotzinapa en septembre 2014 et qui donne à cette commission autorité pour accéder "à tous les matériaux, impliquant clairement les archives." IGC a également dit que les groupes des victimes "devraient participer à toutes les initiatives pour s'assurer que leurs droits à l'information" soient respectés et demande instamment au gouvernement de Guerrero où les étudiants ont été vus pour la dernière fois "d'accélérer les efforts pour enregistrer toutes les personnes disparues, faisant appel à l'aide les défenseurs des droits de l'homme

d'encourager les parents à reporter ces cas.” <http://www.crisisgroup.org/en/regions/latin-america-caribbean/mexico/055-disappeared-justice-denied-in-mexico-s-guerrero-state.aspx>

Namibie. *The Namibian* a publié une interview avec Ellen Namhila, bibliothécaire en chef à l'Université de Namibie et ancienne archiviste de Namibie. Elle a dit que l'un des records les plus demandés par les gens “étaient les records relatifs aux biens et à la propriété: un document qui définit l'identité, les relations de famille et la propriété d'une personne décédée.” Le journal qui la cite, “durant la colonisation, au contraire des records de la population blanche, si un record d'un habitant de souche était envoyé aux archives, il n'était pas automatiquement enregistré. Ils devaient être évalués afin de déterminer s'ils avaient valeur d'archives. Du fait de cette procédure, beaucoup des records de propriété des habitants de souche ont été détruits et si gardés, jamais inventoriés.” <http://www.namibian.com.na/index.php?page=read&id=32823>

Russie. Le ministère de la défense russe “déploiera une unité scolaire spéciale dans les archives centrales afin de lutter contre les ‘falsifications’ de récits concernant la conduite de l'Armée rouge lors de la seconde guerre mondiale, l'agence de nouvelles Interfax a rapporté.” <http://www.themoscowtimes.com/news/news/article/russian-defense-ministry-plans-archive-unit-to-counter-wwii-lies/538643.html>

Sri Lanka. Une commission d'enquête sur les personnes disparues a dit que le nombre de civils tués était “un des plus grands sujets de dispute que le panel a eu à résoudre.” La commission a rejeté les résultats d'études menées par les Nations Unies et autres comme trop hautes ou trop basses, concluant que “l'image satellite n'indique pas les dizaines de milliers de tombes,” a rapporté *The Hindu*. <http://www.thehindu.com/news/international/sri-lanka-war-crime-probe-panel-rejects-zero-civilian-casualties-claim/article7797468.ece>

Syrie. Amnesty International a publié un rapport sur “une vague de déplacements forcés et de démolition de maisons qui équivalent à des crimes de guerre menés par l'Administration Autonome dirigée par le parti syrien kurde Partiya Yekîtiya Demokrat (PYD) contrôlant la zone” dans le nord-est de la Syrie. Amnesty a dit que pour rédiger son rapport elle a “examiné photos et vidéos, une partie fournie par les résidents locaux et une autre partie fut rendue publique, ainsi que des images satellites, recoupant ces sources d'information avec des comptes de témoins, des articles de média, et autres rapports.” <https://www.amnesty.org/en/press-releases/2015/10/syria-us-allies-razing-of-villages-amounts-to-war-crimes/>

Tanzanie. “La Tanzanie a lancé une campagne nationale pour aider les parents à enregistrer la naissance de leurs enfants sur leurs téléphones portables,” a rapporté *Thomson Reuters Foundation*. “Le nouveau système lancé dans tout le pays dans les 5 prochaines années permet à un professionnel de santé d'envoyer le nom du bébé, le sexe, la date de naissance et les détails de la famille à une base de données centrale et un certificat de naissance est délivré en quelques jours.” L'enregistrement des naissances est une clé pour sauvegarder les droits et l'enregistrement universel des naissances est un objectif principal des nouveaux objectifs sociaux de développement des Nations Unies décidés en septembre.

http://www.trust.org/item/20151013143800-ddxw8/?utm_medium=email&utm_campaign=Weekly+Digest+14+Oct+2015&utm_content=Weekly+Digest+14+Oct+2015+CID_aadaff9d4af79263fa4c6b0eefdb34f&utm_source=Campaign%20Monitor&utm_term=Tanzania%20rolls%20out%20birth%20registrations%20by%20mobile%20phone

Turquie. Le procès de presque 200 officiers militaires accusés de comploter pour renverser le gouvernement a retenu l'attention des médias en 2010; après les condamnations et les appels, la cour constitutionnelle de Turquie en 2014 a ordonné un nouveau procès qui a permis l'acquittement de tous les accusés. *The Chronicle of Higher Education* a publié un long article sur le travail de deux universitaires qui, grâce à l'analyse documentaire, ont déterminé que les documents clés utilisés dans le procès initial étaient des faux. <http://chronicle.com/article/An-Economist-Turns-Sleuth/233802>

Royaume Uni. La commission d'enquête indépendante relative aux abus sexuels sur les enfants créée par le gouvernement en juillet dernier a admis que “suite à un changement dans l'adresse du site web, toutes les soumissions soumises en ligne grâce à un formulaire entre le 14 septembre et le 2 octobre ont été ‘instantanément et de façon permanente détruites avant d'atteindre les employés.’” *The Telegraph* a

rapporté que la commission d'enquête s'est excusée pour l'erreur et a demandé "à ceux dont la demande avait été perdue ... de renvoyer de nouveau l'information." <http://www.telegraph.co.uk/news/politics/11935056/Victim-testimonies-permanently-deleted-by-child-sex-abuse-inquiry.html>

États-Unis. "Des millions de records d'achat d'armes à feu, potentiellement critiques pour traquer les armes utilisées dans les crimes ... croupissent dans des cartons et des conteneurs attendant un possible traitement au National Tracing Center," a rapporté *USA Today*. "Les officiels estiment que 1,6 million de documents papier et autres records arrivent chaque mois en provenance de marchands d'armes disparus qui sont obligés d'envoyer leurs records, certains à peine lisibles, au Bureau des Alcools, Tabac, Armes à feu et Explosifs pour un éventuel ajout dans un répertoire numérique." <http://www.usatoday.com/story/news/nation/2015/10/27/firearms-national-tracing-center-atf/74401060/>

Pendant ce temps, le directeur du FBI a dit qu'il était frustré "que le gouvernement fédéral n'ait pas de meilleure idée sur les tirs de la police si ce n'est des bases de données constituées cette année par les journaux *The Washington Post* et *The Guardian*," *the Washington Post* a rapporté. Et le Bureau des statistiques de la Justice "envisage de nouvelles méthodes de collecte des données sur les morts lors de garde à vue, incluant l'analyse de listes maintenues indépendamment par les journaux et les communautés d'activistes et ensuite demandant des informations supplémentaires au département de police, aux examinateurs médicaux et aux agences d'état." https://www.washingtonpost.com/national/fbi-director-calls-lack-of-data-on-police-shootings-ridiculous-embarrassing/2015/10/07/c0ebaf7a-6d16-11e5-b31c-d80d62b53e28_story.html

Une enquête du *Washington Post* a trouvé que, malgré la promotion des caméras au corps promue comme une réforme vitale capable de restaurer la transparence et la confiance des actions de la police avec le public," dans tout le pays "la police et d'autres fonctionnaires bloquent de façon routinière les vidéos au public alors qu'ils donnent accès à ces vidéos au policiers accusés de méfaits." <http://www.washingtonpost.com/sf/national/2015/10/08/police-withhold-videos-despite-vows-of-transparency/>

États-Unis/Texas. Trois jours après que le gouverneur ait annoncé sa décision de mettre fin au financement de Medicaid pour Planned Parenthood, une grande chaîne de cliniques médicales aux États-Unis qui procurent parmi tous ses services, l'avortement, les enquêteurs du département de la santé d'État du Texas sont allés dans les centres de Planned Parenthood à Houston, Dallas, San Antonio et Brownsville avec l'ordre de récupérer des milliers de pages de documents, incluant les records des patients et les adresses et numéros de téléphones des employés. Une partie, mais pas toute, de ces records recherchés par le Texas a un lien spécifique avec l'avortement," a rapporté le *New York Times*. http://www.nytimes.com/2015/10/24/us/in-planned-parenthood-fight-texas-searches-records-unrelated-to-abortion.html?_r=2

États-Unis/Virginie. Un projet mené par un professeur de l'Université du Texas à Austin numérise les records de l'hôpital central de l'état de Virginie, hôpital qui a été le « centre d'asile aliéné pour les fous de couleur » (Central Lunatic Asylum for the Colored Insane). L'hôpital a été créé en 1868 ou 1870 et est connu pour être le premier hôpital psychiatrique aux États-Unis ouvert seulement pour les noirs." Le *Richmond-Times Dispatch* a rapporté que le projet est de ne pas numériser les records après 1940 "puisque les lois de Virginie maintiennent secrètes pendant 75 ans les records médicaux" ; et les records numériques "pour le moment, ne peuvent être rendus publics de fait de problèmes liés à la vie privée des patients." Ce n'est pas clair quelle institution conservera et gèrera les copies numériques. http://www.richmond.com/news/local/article_51e24a69-802e-5e71-951b-5f4d531b351d.html?mode=print

États-Unis/Ouest-Virginie. Donald Blankenship, l'ancien président de Massey Energy, une des mines de charbon qui a explosé et "tué 29 de ses employés et exposé les records de la mauvaise gestion de la sécurité," est en procès pour les charges criminelles de "conspiration pour bafouer les lois liées à la sécurité et la santé dans un but mercantile," a rapporté le *the New York Times*. Blankenship "a évité les ordinateurs" et se fiait sur des notes manuscrites, mais a enregistré de façon incroyable et secrète des "centaines d'heures" de réunions et de conversations. La compagnie successeur de Massey a remis les

cassettes aux procureurs qui les écoutent à la cour. <http://www.nytimes.com/2015/10/17/us/coal-barons-trial-may-turn-on-his-secretly-recorded-conversations.html? r=0>

Si vous avez des nouvelles à partager, envoyez-les directement à : trudy@trudypeterson.com ou j.boel@UNESCO.org

Pour souscrire au bulletin en version anglaise, veuillez remplir le formulaire à l'adresse :

http://www.unesco.org/archives/hrgnews/hrg3_042010.php

Les numéros précédents du Bulletin en ligne se trouvent sur <http://www.ica.org/12315/hrwgnewsletter/list-of-hrwg-newsletters.html> et <http://128.121.10.98/coe/main.jsp?smd=2&nid=569829>

(Traduction française : Rémi Dubuisson)